



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 3634

Texte de la question

PLAN D'ÉQUILIBRE DES FINANCES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à Mme Marie-Hélène Amiable, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine

Mme Marie-Hélène Amiable. Monsieur le Premier ministre, la majorité de droite de notre assemblée votera demain votre projet de budget pour 2012 et, avec celui-ci, une partie du plan d'austérité auquel vous voulez soumettre les Français.

Les députés communistes et du parti de gauche s'y opposeront tout comme nous repousserons votre second plan et tous ceux que vous ne manquerez pas de concocter pour répondre aux ordres de la Commission européenne afin de faire payer aux peuples la facture de la crise.

Alors que cette facture pèse aujourd'hui à 86 % sur les ménages, notamment sur les classes moyennes et populaires, vous ne remettez toujours pas en cause les cadeaux que vous avez octroyés aux plus riches et vous renoncez à taxer le capital au même niveau que le travail.

Les grands groupes l'ont bien compris. Ainsi, Peugeot, qui continue de rémunérer grassement ses actionnaires et ses dirigeants, vient d'annoncer la suppression de 5 000 postes en France.

M. André Gerin. Et voilà !

Mme Marie-Hélène Amiable. Vous nous faites passer cette rigueur, qui entraînera inexorablement le pays vers la récession, pour une nécessité. En réalité, vous répondez aux diktats des marchés financiers et de leurs représentants : aux établissements bancaires et autres Goldman Sachs qui alimentent en dirigeants la BCE, la Grèce ou l'Italie, aux agences de notation dont les menaces et les bourdes font oublier que vous vous refusez, au fond, à réformer un système qui continue de nourrir la spéculation.

La chancelière allemande vous exhorte maintenant à réviser avec elle les traités européens de façon à pouvoir mettre sous tutelle, via la Cour de justice des communautés européennes, les États qui ne respecteraient pas les injonctions de la BCE ou du FMI.

Monsieur le Premier ministre, comment comptez-vous préserver la souveraineté de la France et sa capacité à établir un budget qui soit une réponse aux besoins humains plutôt que la marque de la soumission toujours plus grande aux marchés financiers ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. (*" Au voleur ! " sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Madame la députée, vous posez une question essentielle : comment conserver notre souveraineté ? La réponse est assez simple : en réduisant la dette et les déficits, en honorant les engagements que nous avons pris vis-à-vis de nos partenaires, en étant au rendez-vous des responsabilités que nous avons prises devant les Français et en établissant un juste équilibre entre les besoins liés à la réduction des déficits et la protection d'une croissance convalescente.

Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour souligner que les chiffres publiés ce matin par l'INSEE en matière d'évolution de la croissance au troisième trimestre sont d'une tenue convenable, qui s'appuie notamment sur le pouvoir d'achat des Français. Tous les plans précédents, en permettant à la France de renforcer sa crédibilité en matière d'adaptation régulière à l'évolution du contexte économique européen et international, ont eu pour objectif de préserver le pouvoir d'achat.

C'est le même esprit qui anime le plan présenté par le Premier ministre il y a une dizaine de jours : même esprit d'équité vis-à-vis des plus fragiles pour protéger le modèle social (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*), - l'initiative européenne que le gouvernement français a obtenue illustre la continuité de notre effort dans cette direction -, même sens de l'équilibre entre l'effort portant sur les dépenses et l'effort portant sur les recettes, même effort dans l'application des réformes structurelles - je pense à la réforme des retraites, à la révision générale des politiques publiques et aux mesures de gestion des différentes sources de dépenses de l'État, des collectivités locales et de l'assurance maladie.

Nous avons été au rendez-vous des objectifs que nous nous étions fixés. Nous serons au rendez-vous des objectifs définis pour la fin de l'année 2011, semaine après semaine. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Hélène Amiable](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (11^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3634

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 novembre 2011